



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination, du Pilotage,
de l'Appui Territorial
et de l'Environnement**

Arrêté N° 2024-DCPATE-519

**mettant en demeure le gérant de l'EARL LA CAMBUSE
de mettre en conformité, au titre des installations classées pour la protection
de l'environnement, son exploitation avicole située au lieu-dit
« Brûlant » sur le territoire de la commune de XANTON-CHASSENON**

**Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, notamment le livre I et le livre V relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous les rubriques n° 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté du préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté du préfet de région n° 123 du 26 avril 2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région des Pays de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 18-DRCTAJE/1-91 du 26 février 2018 portant autorisation de l'élevage de volailles de l'EARL LA CAMBUSE située au lieu-dit « Brûlant » sur le territoire de la commune de XANTON-CHASSENON, à exploiter un élevage comptant 67 680 emplacements volailles (poulets et dindes) ;

Vu le Règlement Sanitaire Départemental ;

Vu le rapport des inspectrices de l'environnement transmis le 17 avril 2024 à l'EARL LA CAMBUSE à la suite de la visite d'inspection du site de l'élevage susvisé réalisée le 04 avril 2024 ;

Considérant la visite d'inspection programmée et annoncée du 4 avril 2024 de l'élevage de volailles situé au lieu-dit « Brûlant » sur le territoire de la commune de XANTON-CHASSENON ;

Considérant que lors de cette visite d'inspection, les inspectrices de l'environnement (spécialité installations classées) ont constaté les faits suivants :

1. absence de bac de rétention sous les bidons de produits dangereux ;
2. absence des fiches de données de sécurité des produits dangereux utilisés ;
3. absence de plan de dératisation dûment complété ;
4. nombre d'extincteurs insuffisant (présence d'un seul extincteur pour toute l'exploitation) ;
5. absence de contrôle des installations électriques et techniques ;
6. absence de vérification annuelle de l'extincteur ;
7. absence de défense extérieure contre l'incendie (bouche d'irrigation à l'entrée de l'exploitation non validée par le SDIS).

Considérant qu'un délai de 15 jours pour les points 1 à 3 et de 1 mois pour les points 4 à 7, suscités, a été laissé pour mettre en conformité l'installation ;

Considérant qu'aucun document ni autre justificatif n'a été envoyé au service de l'inspection justifiant la mise en place des actions correctives demandées malgré une relance par courriel du 18 juillet 2024 ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions des articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure le gérant de l'EARL LA CAMBUSE de respecter les prescriptions de l'arrêté du 27 décembre 2013 susvisé pour la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'intéressé n'a pas présenté ses observations avant le terme du délai de quinze jours qui lui était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté de mise en demeure ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

Le gérant de l'EARL LA CAMBUSE, dont l'élevage de volailles enregistré est situé au lieu-dit « Brûlant » sur le territoire de la commune de XANTON-CHASSENON, est mis en demeure de respecter les mesures suivantes :

- **dans un délai de 10 jours** à compter de la date de signature du présent arrêté, installer des bacs de rétention de capacité suffisante sous les bidons de produits dangereux présents ; collecter les fiches de données de sécurité des produits dangereux (gaz et fioul compris) ; et établir un plan de dératisation dûment complété ;
- **dans un délai de 1 mois** à compter de la date de signature du présent arrêté, faire réaliser un contrôle de conformité des installations électriques et techniques par un organisme ou un artisan habilité ; faire valider par le SDIS la bouche d'irrigation comme défense extérieure contre l'incendie ou si besoin installer une réserve souple de 120 m³ minimum ; installer un nombre suffisant d'extincteurs et les faire vérifier annuellement.

ARTICLE 2

Le gérant de l'EARL LA CAMBUSE adressera au préfet de la Vendée, **dans les délais impartis** à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

ARTICLE 3

Faute de se conformer à la présente mise en demeure, il pourra, indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement dont un extrait est joint au présent arrêté.

ARTICLE 4

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de NANTES, dans les délais prévus à l'article L.515-27 du même code :

1° - par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la notification du présent arrêté ;

2° - par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai de 2 mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télé-recours citoyens et accessible à partir du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 5


La publication du présent acte sera effectuée sur le site internet des services de l'Etat de Vendée, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans.

Une copie sera adressée au maire de la commune de XANTON-CHASSENON.

ARTICLE 6

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur le gérant de l'EARL LA CAMBUSE par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La ROCHE-SUR-YON, le 03 OCT. 2024

Le Préfet,
Pour le préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée

Nadia SEGHIER

Arrêté N° 2024-DCPATE-543

mettant en demeure l'EARL LA CAMBUSE de mettre en conformité au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, son exploitation située au lieu-dit « Brûlant » sur le territoire de la commune de XANTON-CHASSENON

Articles L.171-8 du code de l'environnement

> Article L171-8

Version en vigueur depuis le 25 octobre 2023

Modifié par LOI n°2023-973 du 23 octobre 2023 - art. 14 (V)

I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.

II.-Si, à l'expiration du délai imparti, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, aux mesures d'urgence mentionnées à la dernière phrase du I du présent article ou aux mesures ordonnées sur le fondement du II de l'article L. 171-7, l'autorité administrative compétente peut arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives suivantes :

1° Obliger la personne mise en demeure à s'acquitter entre les mains d'un comptable public avant une date déterminée par l'autorité administrative du paiement d'une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser.

Sous réserve du 6° du I de l'article L. 643-8 du code de commerce, cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine.

L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif ;

Une fois la somme recouvrée par le comptable public, celui-ci procède à sa consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de déconsignation et les conditions dans lesquelles les sommes consignées sont insaisissables, au sens de l'article L. 112-2 du code des procédures civiles d'exécution, par dérogation aux articles 2284 et 2285 du code civil, ainsi que les conditions de leur utilisation en cas d'ouverture d'une procédure collective ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées auprès de la Caisse des dépôts et consignations en application du 1° du présent II sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs, la réalisation des travaux, des opérations ou des aménagements ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 45 000 €, recouvrée comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, et une astreinte journalière au plus égale à 4 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure ou de la mesure ordonnée. Les deuxième et troisième alinéas du même 1° s'appliquent à l'astreinte.

Les amendes et les astreintes sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement.

L'amende ne peut être prononcée au-delà d'un délai de trois ans à compter de la constatation des manquements.

Les mesures mentionnées aux 1° à 4° du présent II sont prises après avoir communiqué à l'intéressé les éléments susceptibles de fonder les mesures et l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé.

L'autorité administrative compétente peut procéder à la publication de l'acte arrêtant ces sanctions, sur le site internet des services de l'Etat dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée, lors de la procédure contradictoire prévue à l'avant-dernier alinéa du présent II.